

(Alexandre Torrance).

QUELQUES MORS

A UG

CALOMNIATEUR PSEUDONYME.



(Sion)

1838.

Médiathèque VS Mediathek



1010401121

PA

548

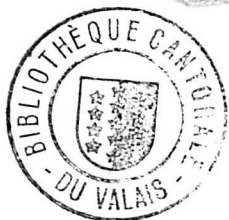
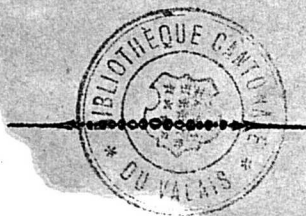


1238

QUELQUES MOTS

A UN

CALOMNIATEUR PSEUDONYME.



A défaut des armes que fournit la vérité, ne peut on pas recourir aux moyens faciles que procure le mensonge.

C'est ce que vous avez fait, écrivain servile, qui vous tenez caché dans l'ombre tout en attaquant la réputation d'autrui, et qui en déversant sur nous le fiel puant de l'Aristocratie mettez prudemment votre personne à couvert derrière le voile de l'anonyme. Je n'imiterai pas Votre couardise.

Vous avez cru, Mr. le Pamphletaire, que le meilleur moyen de répondre à un article du Nouvelliste Vaudois, à l'insertion du quel je suis parfaitement étranger, était de me mettre en présence de Vos illustres protégés, persuadé que ma petitesse aparaitrait plus grande à côté de la grandeur de leurs mérites. En cela Vous avez manqué de tact et Vous n'avez fait preuve que d'un dévouement maladroit.

Vous ne deviez pas ignorer que la nature a donné à chaque être ses moyens de défense, et -qu'en Vous lançant dans la Voie des personnalités Vous m'autoriserez à Vous y suivre. Or, ne vous est il

pas connu que le soleil même à ses taches et ses éclipses, et qu'il n'y a pas de vie si belle qui n'ait eu ses momens de faiblesse. Celle de Vos héros serait elle seule exempte de cette loi commune de la fragilité humaine ?

Vous élevez aux nues le pèlerinage patriotique de Mr. le Bourguemaitre de Kalbermatten à Berne en 1802; mais tout en célébrant cette action vraiment louable Vous auriez dû ajouter que le mérite en fut partagé par beaucoup d'autres Citoyens Vallaisans, dont le dévouement a d'autant plus de prix, qu'il était complètement désintéressé, et ne reçut d'autre récompense, que l'estime et la reconnaissance de leurs Concitoyens, tandis que celui de Mr. K. fut rémunéré d'une manière un peu plus matérielle et plus sonnante. Du patriotisme à 200 louis de prime n'est pas toujours chose fort rare par les temps que nous vivons. Mais sans recourir à une époque devenue historique, n'aviez vous pas des faits plus récents à louer dans la personne de Mr. le B. K? Que ne parliez Vous de son respect pour l'opinion du corps qu'il préside; témoin en soit ce

les peuples." Que signifient ces étranges expressions dans la bouche d'un Magistrat, dont Vous faites un Républicain modèle. J'y vois, moi, le résumé des secrètes pensées du parti, la preuve de son amour prétendu pour la liberté commune, et de son mépris pour les institutions républicaines. Serait il étonnant qu' avec de telles maximes on se laissât entraîner dans l'arbitraire.

Si Mr. Delavallaz a été l'Organe du parti, comme on serait tenté de le supposer, le public Vallaisan saura à quels principes de justice sociale il doit attribuez les fréquentes violations de domicile exercées par notre Garde de Nuit, qui enfreint quelque fois cet asyle sacré des personnes, sans être accompagnée d'aucun Officier de police, sinon peut-être de Mr. le Curé!!!

Ce même public ne sera pas surpris après de telles professions de foi, de l'ordre qui fut donné il y a quelque temps par un Juge distingué d'administrer sans aucun jugement préalable 25 coups de nerf de bœuf à un habitant du Canton; opération barbare qui fut heureusement entravée par l'intervention du Directeur de la police;

il ne s'étonnera pas non plus de la facilité inconcevable du même Juge à transiger pour 40 Batz de dommages-intérêts au nom d'un homme mort par suite de sévices atroces exercées sur sa personne.

Mais c'en est assez; il me répugne de me traîner après Vous dans le champ immonde des personnalités et, je le répète, je n'y serais jamais entré, si à de certains Écrivains il ne fallait parler le langage qu'ils comprennent et qu'ils choyent. Allons plus loin.



Après la brillante Apologie de ces Mrs.,
Vous daignez Vous occuper de *deux hommes que le public ignore peut-être.*

Quel bonheur de vivre inconnu en
présence d'hommes de ce genre de célé-
brité!!!

Vous commencez à Vous déchaîner
contre Mr. Jacques Calpini; il est le pre-
mier but de Vos philippiques. Quoi, dites
Vous, Mr. Calpini serait un bon citoyen,
lui qui a grandi sur le seuil de son Ma-
gasin? Oh! quel ingénu aveu du cas que
vous faites de l'industrie et du commerce,
ces deux sources principales de la pros-
périté de Nations, et dont les hommes
ont plus fait pour le bonheur des peuples,
que Vous n'en ferez jamais, Vous avec Vos
parchemins poudreux et Vos orgueilleuses
prétentions. Oui, Mr. Calpini a grandi
sur le seuil de son Magasin et il doit s'en
faire une gloire. Car n'a-t-il pas été plus
utile à sa patrie, que ces ÊTRES qui fati-
guent la terre de leur poids inutile, et qui

n'ajoutent pas un grain à la masse de la prospérité publique. On revoque en doute son patriotisme et son courage, et on croit prouver cette assertion en avançant témé-
rairement, qu'en 1831 devant faire partie des troupes envoyées à Genève, il sollicita du Gouvernement sa démission de Sous-Lieutenant, au moment où l'expédition se disposait à partir.

Cette accusation est fausse, elle est démentie par tous les principaux Employés du Département militaire. Ainsi que ce mensonge retourne à la source impure d'où il est sorti. Si jamais à l'exemple des Lacedémoniens nous élevions un temple à la peur, nous choisirons les ministres de ce culte parmi ceux, qui viennent pla-
carder sans cesse leurs vertus et celles de leurs Ancêtres, sur les quelles personne ne discute.

Après avoir déversé Votre venin sur Mr. Calpini, Vous daignez Vous attaquer à moi, Monsieur, comme s'il était question d'une eruption du Vésuve. Voyons donc la série de mes torts.

On me reproche en premier lieu ma versatilité en fait d'opinions politiques.

Oh, qu'à cela ne tienne, si par cette inconstance on prétend flétrir mon retour aux seuls principes que puisse avouer un homme vraiment républicain! Oui, je suis né dans le sein de l'Aristocratie, j'ai vécu pendant que j'étais enfant sous sa bannière; mais depuis que je suis entré dans la vie politique, et même avant d'avoir quitté les bancs de l'École, la cause de la liberté m'a paru si sacrée, que je me suis rallié à ce parti qui prêche l'amour de l'humanité. Je m'y suis dévoué, je m'y dévoue pour toujours. J'ai acquis à cet égard une conviction d'autant plus profonde, que le camp adverse m'a prouvé tout ce que le régime aristocratique contenait d'inique, d'égoïste et d'étroit.

Je déplore ici sincèrement mes préjugés d'enfance, et je les dépose en face du public Vallaisan. J'ajouterai cependant pour être véridique, que c'est une nouvelle fausseté avancée par l'anonyme, savoir: qu'il s'agissait du même régime en 1835 et en 1837.

Dans un autre passage Vous parlez longuement de je ne sais quel bienfait, qui m'aurait été accordé par les Mrs., dont

vous prenez la défense d'une manière si oportune. Vous m'accusez d'avoir ambitionné l'emploi de la Syndicature.

Sur ces deux chefs je reponds, que c'était le père du mensonge qui dirigeait Votre plume, lorsque Vous traçiez ces lignes. Non, jamais je n'ai sollicité la protection ni le vote de personne, jamais la pensée ne m'en est venue. Il faut être à Votre École pour comprendre tout ce qu'a de souplesse l'épine dorsale d'un homme, qui infatué de lui même, se considérant comme appelé par une espèce de quasi droit divin à commander à ses semblables, s'imagine suppléer par des courbettes au mérite qui lui manque. Sachez le, Vous, qui mesurez les autres à l'exiguité de Votre aune, jamais je n'aurais accepté les fonctions de Syndic, si je n'avais dû céder aux sollicitations de mon père.

On m'accuse dans le même libelle d'avoir rempli mes devoirs avec négligence: je ne m'arrêterai pas à cette inculpation, que le public Sédunois est à même d'apprécier. Je me bornerai à dire, que le service du Syndic consiste principalement à surveiller l'exécution du Règlement de police, et à punir

les contrevenans, et que depuis 20 ans jamais les perceptions ne se sont élevées si haut comme cette année.

Je pourrais encore citer quelques actes de fermeté et je les communiquerais au public, si même la défense la plus légitime ne devait se prescrire des limites. Mais il est vraiment inoui qu'un homme, qui épouvanté se retranche derrière son anonyme, s'érige en 'Arbitre suprême de l'Administration d'autrui.

Quant à mon rendement de comptes, que l'on m'accuse de n'avoir pas encore fait, quoique six mois se soient écoulés depuis que je suis rentré dans la vie privée, je dois donner un éclaircissement à mes bienveillans Censeurs.

La recouvre de l'impôt sur les pavés et fontaines est la plus importante du Syndic, qui jusqu'ici produisait toujours les comptes de sa gestion un ou deux mois après sa perception. Cet impôt est tout à fait variable et il est déterminé chaque année par le Conseil Municipal. Celui-ci, dans son zèle éclairé et habituel pour la chose publique, ne fixa le taux de cette contribution que plusieurs mois seulement après

que mes fonctions eussent expiré; c'est à dire au commencement de Mars, tandis qu'il aurait dû le fixer au mois de Novembre. Quelques jours plus tard (encore au mois de Mars) l'on m'invita à me présenter à la chambre des comptes. Là ces Messieurs m'insinuèrent de renoncer à la perception de l'impôt ci-dessus designé, vû, disaient ils, qu'elle était plutôt onéreuse que lucrative; puisque mes devanciers avaient presque toujours éprouvé des pertes sur cette rentrée. Mais, ajoutèrent ils, si Vous ne renoncez pas à cette recouvre, que d'ailleurs nous ne Vous contestons pas, nous devons Vous declarer que Vous ne pourrez prélever que le 5 p. $\%$ (tandisque jusqu'ici le Syndic avait le 10 $\%$). J'eus beau exposer à ces Messieurs l'absurdité de leur raisonnement, et l'inconséquence de la proposition. J'eus beau protester contre cet empiètement sur les attributions du Syndic, qui est en même temps la violation d'un droit qui m'était acquis. On sait qu'il n'y a pas de moindres sourds, que ceux qui ne veulent pas entendre, et ces Magistrats, que je serais presque tenté de ranger dans

ces honteuses manoeuvres me sont inconnues. Que les auteurs de l'injustice s'en fassent une arme, s'ils le veulent, mais qu'ils prennent garde, qu'elle ne se retourne contre eux mêmes, et ne mette à découvert la hideuse nudité des motifs qui les font agir. Celui qui se tient dans les voies de la justice et du droit n'a pas besoin de ces moyens détournés et pleins de déception. Il les dédaigne et le langage de la vérité est le seul qu'il puisse employer. Si c'est là ce que Vous appelez flatter le peuple, j'accepte l'accusation comme un honneur, et je Vous laisse volontiers à Vous le privilège, de faire Votre cour aux dépositaires du pouvoir, et à tous les puissants de la terre.

Voulez Vous savoir ce que nous réclamons en particulier, nous citoyens Sedunois, que Vous appelez Agitateurs, le voici :

Un contrôle dans l'administration, un rendement de comptes *avec les pièces à l'appui*, un cadastre et une répartition équitable des charges publiques, un système de diguement mieux proportionné à nos finances, et surtout un peu plus d'ensemble dans les opérations de ce genre ; l'abolition du

parcours, sauf une légère indemnité qui serait versée par les propriétaires libérés de cette servitude dans la caisse bourgeoisie, une police qui ne viole pas à chaque instant les droits sacrés du domicile, la nomination directe des fonctionnaires, la suppression des privilèges et la conversion du Conseil à vie en Conseil temporaire : tel est le but suprême de tous nos efforts, telles sont les améliorations que les Agitateurs descireraient introduire dans leur chère cité.

De plus nous pensons, que proclamer la vérité à travers tous les obstacles, réclamer incessamment les institutions qui peuvent la faire triompher, et balancer par le zèle, que donne le dévouement au bien public, l'influence des machinations prodiguées pour repandre, propager l'imposture, c'est le devoir le plus sacré du citoyen patriote. Pour ma part je serai fidèle à ces principes, parceque je les crois vrais ; n'importe, que je devienne de plus en plus l'objet de Votre haine et de Vos indignes calomnies. Vous aurez beau faire pour conserver Vos injustes privilèges, Votre bras est trop débile, pour arrêter l'impulsion qui est donnée, Vous se-

rez obligé de la suivre; Vos prétendus droits s'échapperont de Vos mains et retourneront au peuple auquel seul ils appartiennent. Voilà ce qui Vous attend et ce que vous pressentez sans doute, puisque Vous Vous déchaînez avec tant de violence contre des hommes, dont tout le tort est de vouloir vivre de leur propre vie et non de celle, que dans Votre orgueil Vous daignez leur octroyer.

Voilà, Monsieur, ce que j'avai à Vous dire; appelez actuellement tous Vos Cyclopes, pour forger contre moi de nouveaux traits de calomnie, je les brave, je les méprise.

Que la patrie soit heureuse, que l'humanité soit libre, et que le foible ne gémisse plus sous le joug du plus fort, et je m'estimerai, malgré Vos armes perfides et Vos petits manèges du charlatanisme, le plus heureux de tous les mortels.

SIGN, le 11 Août 1838.

ALEXANDRE TORRENTÉ.

